

Année internationale du microcrédit

Gare aux illusions !

En 2005, Année internationale du microcrédit, il est peu probable qu'on aperçoive une paysanne africaine au guichet d'une succursale du Crédit Suisse. On pourrait, en revanche, bientôt assister à des flux financiers de la Bahnhofstrasse vers des populations défavorisées du Sud. Une bonne idée ?

Pas facile de travailler sur les marchés financiers. On n'y échange pas des biens contre de l'argent, mais de l'argent contre des garanties, si possible solides. Dans les affaires financières avec les pauvres, ces garanties en général n'existent pas. A qui ne possède rien, on ne peut en effet rien prendre, le cas échéant. Autrement dit, la grande majorité des populations du Sud n'a pas accès aux marchés financiers, pourtant en excès de liquidités.

Intérêt du secteur privé

Comment changer cette situation ? Les économistes et acteurs de la coopération au développement n'ont pas attendu 2005 et le lancement par l'ONU de l'Année internationale du microcrédit, pour plancher sur la question. Depuis des années, les réseaux et campagnes de promotion du microcrédit se multiplient, les stratégies de microfinancement ont le vent en poupe dans les agences de développement ; récemment, même les grandes banques internationales ont montré de l'intérêt pour les marchés du Sud.

Selon le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), les fonds publics ne suffisent pas à couvrir les besoins en capitaux, notamment pour le refinancement. Il con-

vient donc de promouvoir la participation du secteur privé. Cela, d'autant plus que si la microfinance est effectivement risquée, elle n'en est pas moins rentable.

Cette analyse est-elle fondée ? Sur place, la perception des choses est souvent différente. Certes, de nombreuses banques spécialisées dans le petit crédit luttent pour un avenir durable. Mais leur problème tient souvent moins à l'insuffisance qu'à l'excès de ressources. Pour les agences de développement, la canalisation des fonds via les banques villageoises et les réseaux de caisses décentralisées est un moyen bon marché d'atteindre les groupes-cibles. Cela a poussé de nombreuses institutions à ouvrir ici une ligne de crédit pour les producteurs de coton, là une autre pour le petit artisanat.

Excès de liquidités

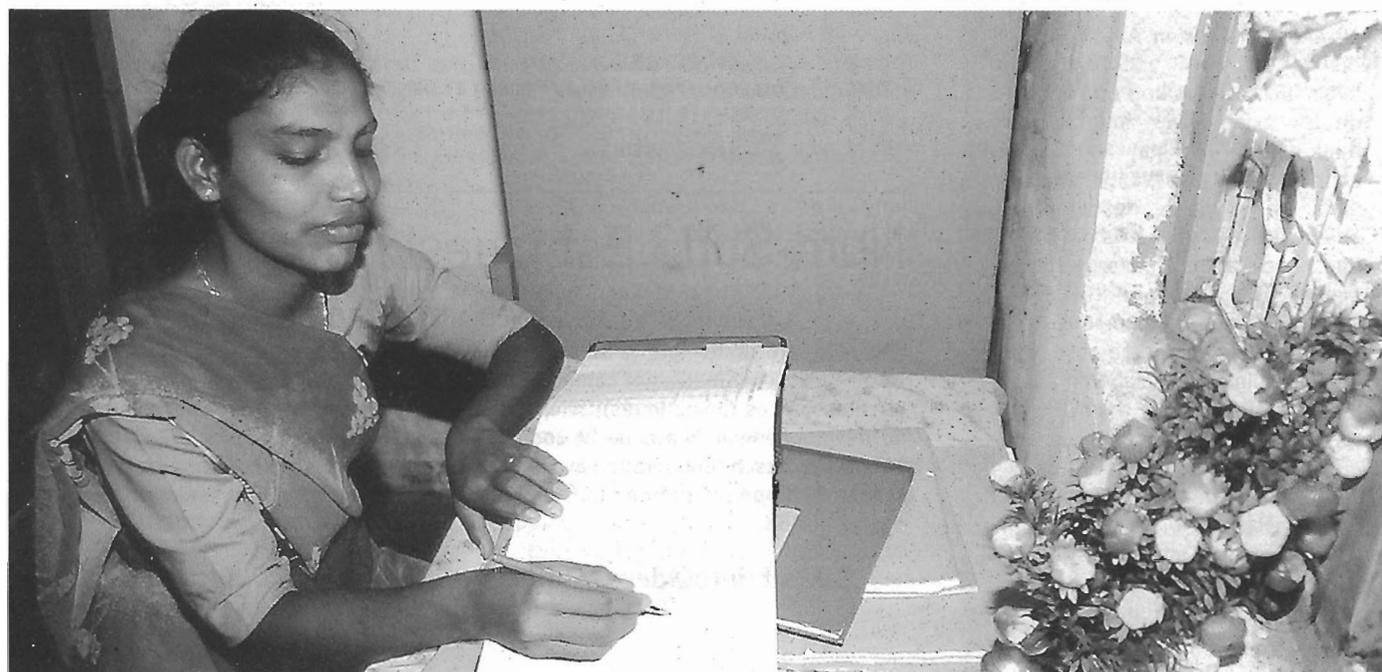
La liste est longue cependant des instituts de microfinancement qui se sont retrouvés en difficulté suite à un excès de liquidités. De nombreux experts réclament par conséquent un équilibre entre le volume de fonds d'une petite banque et ses capacités techniques. Car ce dont les clients sur le terrain ont besoin, ce sont

avant tout d'infrastructures financières solides et non d'espèces de « boilers » qui pompent et réinjectent en tous sens et à courte vue des ressources extérieures. Or, qui dit société de capitalisation sérieuse, dit aussi forts investissements dans le développement de ses capacités.

Conseils et formation

De nombreuses agences de développement soutiennent les institutions de microcrédit au nom de la lutte contre la pauvreté. Même si personne ne conteste que les services financiers peuvent générer des revenus, cet argument ne tient pas toujours face à la réalité. Les champions du microcrédit eux-mêmes ont des doutes et admettent que le crédit ne constitue pas toujours un instrument pour aider les plus pauvres. Pour générer des revenus, il ne faut pas seulement du capital, mais aussi d'autres moyens de production comme des terres, des infrastructures ou encore du know-how. Un crédit pour les pauvres doit être accompagné de conseils et de formation. En conclusion, les banques qui voudront se lancer sérieusement dans le microcrédit devront répondre à deux exigences : d'une part, la nécessité d'investir dans les sociétés de microfinance elles-mêmes, et, d'autre part, accompagner les bénéficiaires au-delà de l'engagement financier. Si les marchés financiers sont difficiles, celui du développement ne l'est pas moins !

Bruno Stöckli



Développer les capacités techniques des institutions de microfinance (Inde).

Richard Gerster